



Abreuvement des vaches, Niger, Alhassane Assilila.

Les rapports d'activité 2001 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés de photographies. Depuis les années 90, le monde découvre une nouvelle richesse. Celle de la photographie artistique africaine jusque là quasiment ignorée. Un art qui existe pourtant depuis longtemps, car l'Afrique compte de talentueux portraitistes. Mais un art en évolution, car la vision des photographes est invitée, par cette reconnaissance nouvelle, à s'étendre bien au-delà du portrait.

Le mot du Directeur Général



Conformément au Plan Triennal de Développement (PTD) 2001 - 2003 de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA MADAGASCAR), la priorité retenue pour l'année 2001 a été de renforcer ses parts de marché par :

- l'amélioration de la productivité grâce à la mise en place du nouveau système informatique " IGOR " ;
- la création d'équipes additionnelles d'agents commerciaux par le redéploiement dans le domaine commercial du personnel libéré après cette mutation informatique ;
- la poursuite d'un important programme d'investissements immobiliers, mobiliers et matériels ainsi qu'un intense programme de formation dans divers domaines d'activités de la banque ;
- le lancement de nouveaux produits tels que le " Prêt Scolarité " et le compte d'épargne " TAHIRY " ;
- le renforcement de la vocation de banque " tous publics " par le biais d'une politique de proximité.

La réalisation de ce vaste programme d'actions se reflète sur les comptes de l'exercice 2001 :

- une nette progression de la masse du bilan - +44,2% sur l'exercice - sous l'effet du développement substantiel des dépôts collectés - +46,0% en 2001 - et de créances sur la clientèle qui, en dépit d'une baisse temporaire au cours des derniers jours de l'année, ont progressé de 10,9% par rapport à 2000 ;
- un bénéfice net satisfaisant - 12,6% des fonds propres avant répartition des bénéfices - malgré la réduction des marges d'intermédiation suite à la baisse successive du taux directeur de la Banque Centrale, d'une part, et l'augmentation sensible des charges de formation et informatiques de nature exceptionnelle, liées à la mise en place d'IGOR, d'autre part ;

- une grande liquidité caractérisée par l'importance des emplois de trésorerie - caisse, créances, interbancaires, autres - qui ont crû de 61,1% en un an.

Pour la BOA-MADAGASCAR, l'année 2002 doit être une année de continuité des actions entreprises et définies dans le Plan Triennal de Développement (PTD) et dont les principaux objectifs sont :

- de renforcer nos parts de marché - ressources, emplois - par rapport à la concurrence ;
- de mieux sécuriser nos emplois et nos procédures opérationnelles ;
- de renforcer notre image ;
- de diversifier notre base de clientèle, en direction notamment des petites et moyennes entreprises ;
- de jeter les bases d'une substantielle amélioration de notre coefficient d'exploitation et, plus généralement, de notre rentabilité.

La réussite de ces actions reposera notamment sur la poursuite d'une forte mobilisation du personnel, à tous les échelons de la hiérarchie, sur la continuation des actions de modernisation et d'amélioration de la productivité et sur une totale adhésion de la BOA-MADAGASCAR à la stratégie d'ensemble, à l'approche et aux méthodes du Groupe BANK OF AFRICA.

Bernard HAIZET

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2001

Janvier

Lancement des comptes sur livret "TAHIRY" à destination des particuliers.

Avril

Démarrage du nouveau système d'information "IGOR" au Siège et dans les deux principales Agences d'Antananarivo.

Participation à Ouagadougou aux "Rencontres BANK OF AFRICA 2001" destinées aux cadres de entités du réseau.

Juin

Première mise sur le marché des "prêts - scolarité".

Extension du progiciel informatique IGOR à la totalité des 8 Agences d'Antananarivo désormais reliées en temps réel.

Août

Signature de l'accord de prêt entre le FMO et la BOA-MADAGASCAR relatif au refinancement des crédits aux petites et moyennes entreprises (PME).

Lancement du crédit à la consommation en liaison avec quelques grandes entreprises commerciales.

Septembre

Participation à Cotonou aux "Rencontres BANK OF AFRICA 2001" destinées aux Administrateurs des entités du réseau.

Octobre

Réactivation de la première Agence "mise en sommeil" en 1999 à Tsiroanomandidy.

Décembre

Extension du progiciel informatique IGOR à 6 Agences de province - Toamasina (Agriculture et Commerce), Mahajanga, Sambava, Fianarantsoa, Antsirabe - portant à 14 le nombre des Agences directement connectées en temps réels.

Chiffres clés

de l'exercice 2001

Activité	
Dépôts*	1 366 566
Créances*	385 231

Résultat	
Produit Net Bancaire *	96 135
Frais généraux*	69 869
Résultat Brut d'Exploitation *	6 586
Résultat Net *	7 010
Coefficient d'exploitation (%)	88,5

Structure	
Total Bilan *	1 596 561
Fonds Propres après répartition *	51 477
Fonds Propres/Total Bilan (%)	3,2
Effectif moyen pendant l'exercice	900

Au 31/12/2001

(*) En millions de FMG

1 Franc Français (FRF)=892,89 Francs Malgaches (FMG)

Composition du Conseil d'Administration

Au 25 juillet 2002, le Conseil d'Administration de la BOA-MADAGASCAR est composé de :

- M. Paul DERREUMAUX, Président
- Société Financière Néerlandaise pour le Développement (F.M.O.) représentée par M. Ben ZWINKELS, Administrateur
- Etat malgache, représenté par M. Alexandre RANDRIANASOLO, Administrateur
- M. François TANKPINOU, Administrateur
- M. Badurali JETHA (Société Financière Internationale - SFI), Administrateur
- M. Francis SUEUR, Administrateur
- M. Paulin COSSI, Administrateur

Comité des sages

Mis en place par l'Assemblée Générale du 9 juin 2000, conformément aux statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque. Les trois membres actuels sont:

- M. Anyl BARDAY
- M. Marcel RAMANANDRAIBE
- M. Alain RASOLOFONDRAIBE

Répartition du capital

Le capital social de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR est de 40.000.000.000 FMG, composé de 400.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 100.000 FMG, qui se répartit comme suit:

AFRICAN FINANCIAL HOLDING - OCEAN INDIEN	35,1%
Actionnaires Privés Malgaches	25,8%
Etat Malgache	15,0%
Société Financière Internationale (SFI)	14,0%
Société Financière Néerlandaise pour le développement (FMO)	10,0
Autres Actionnaires	0,1%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juillet 2002 pour l'exercice social 2001.

- Le cadre économique et financier de l'exercice 2001
- Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2001

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous réunit aujourd'hui, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le bilan et les comptes de l'exercice 2001 de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR).

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un court aperçu du cadre économique et financier de l'exercice 2001,
- un examen des activités de l'exercice 2001 à la lumière du bilan et du compte de résultat.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2001

L'environnement international de l'année 2001 est marqué par le ralentissement économique mondial accentuée par la série d'attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Au plan économique, la croissance mondiale prévue initialement à 2,6% est estimée 2,4%.

Aux Etats-Unis, la baisse du rythme de croissance enregistrée depuis le début de l'année s'est encore aggravée du fait des répercussions des attentats terroristes du 11 septembre. La production industrielle n'a cessé de diminuer depuis septembre 2001, le déficit commercial américain s'est toutefois réduit suite à la baisse du trafic aérien, à la chute des importations de pétrole et à la forte hausse de remboursement des assurances étrangères aux entreprises victimes des attentats du 11 septembre. La croissance aux Etats-Unis est estimée à 1,1%.

En Europe, l'expansion économique enregistrée dans les années précédents s'est également ralentie du fait des retombées du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis.

La croissance de zone euro se rapproche de 1,7% contre une prévision de 2,4%.

Le Japon, après une faible progression en 2000, est tombé en récession suite à la baisse substantielle de l'activité industrielle qui a affecté la consommation privée par le biais de la baisse de l'emploi et des revenus.

L'Afrique n'est pas épargnée par le ralentissement économique mondial. Pour l'ensemble de la région, la croissance avoisine les 4% contre une prévision de 4,9% suite à la contraction de la demande de matières premières et à la réduction des échanges commerciaux auxquelles s'ajoutent une dépréciation des cours de matières premières et la baisse de la production industrielle.

Au plan financier, l'année 2001 est marquée par :

- la forte baisse des cours sur les principaux marchés boursiers ;
- les problèmes des deux pays à marché émergent gros emprunteurs de capitaux - l'Argentine et la Turquie - ;
- le recul des prix du pétrole par rapport à leur niveau à fin 2000.

Au plan monétaire, l'année 2001 a vu le raffermissement du dollar par rapport à l'euro et une baisse sensible du yen japonais.

Cherchant à accroître la liquidité du secteur financier, la Banque du Japon est revenue à sa politique de taux d'intérêt et a adopté un plan de relance monétaire.

Pour sa part, la Banque centrale Européenne a baissé ses taux d'intérêt à quatre reprises, contre onze pour la Fed, les faisant passer de 4,75% à 3,25%.

A compter du 31 décembre 2001, à minuit, l'EURO est entré en vigueur sur le marché européen des douze.

En ce qui concerne le contexte national malgache, l'amélioration de l'environnement économique global s'est poursuivie.

Au plan économique, le taux de croissance, prévu se situer à 6,3% pour 2001, a atteint 6,7%.

Le secteur primaire, ayant profité de belles saisons, a enregistré une bonne reprise après les dégâts cycloniques de l'année 2000.

Le secteur secondaire a vu le dynamisme du secteur industriel se concrétiser à travers la création de nouvelles entreprises franches et l'évolution favorable de l'industrie manufacturière.

Le secteur tertiaire a poursuivi son développement à travers les branches Bâtiments et Travaux publics, Transport, Commerce, Banques et Assurances.

Au plan monétaire et financier, le taux d'inflation officiellement constaté, est réduit de 11,8% en 2000 à moins de 6% en 2001. Le ralentissement de l'inflation, observé au cours des dix premiers mois de l'année a conduit la BCM à ramener, par deux fois, son taux directeur de 12% à 10,5% en juin 2001 et à 9% à compter du 16 octobre.

Le raffermissement du FMG face à l'euro et au dollar dont les valeurs respectives ont retrogradé de 5 937 FMG et 6 815 FMG en septembre 2000 à 5 800 FMG 6 000 FMG pour la même période de l'année sous revue, témoigne de l'instauration de la confiance des opérateurs économiques envers la monnaie malgache, en général, et a eu pour conséquence la baisse continue des prix des carburants durant le deuxième semestre, en particulier.

La reprise des exportations traditionnelles et l'augmentation de celles du secteur industriel vers les Etats-Unis, suite à l'éligibilité de Madagascar à l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), a favorisé les exportations, dépassant ainsi la prévision de 9,6% pour atteindre une progression de 14% en terme de DTS (Droit de Tirage spécial).

De même, les importations ont enregistré une hausse de l'ordre de 16% en terme de DTS due aux importations de matériaux de construction, de biens d'équipement et d'intrants pour les entreprises franches.

Le déficit de la balance courante - 7,4% du PIB - est inférieur à la prévision initiale de 9,2%. Quant à la balance des capitaux, l'année 2001 a été marquée par un afflux de capitaux d'origine publique et par une nette évolution des investissements directs étrangers.

Malgré la faible augmentation, par rapport à l'année 2000, des recettes douanières suite à la baisse des prix à l'importation et l'appréciation du franc malgache, le taux de pression fiscale a enregistré une légère amélioration pour passer de 11,3% en 2000 à 11,5% en 2001.

Par ailleurs, une nette augmentation des dépenses publiques - 20,1% du PIB en 2001 contre 15,6% 2000 - est constatée suite, d'une part, aux allocations plus conséquentes dans les domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation, les infrastructures de base, la justice et la sécurité et, d'autre part, à la mise en place de diverses mesures administratives.

Compte tenu du retard des recettes de privatisation, le financement du déficit des opérations globales du Trésor - 5,8% du PIB en 2001 contre 3,3% en 2000 - a pu être réalisé grâce au financement bancaire et non bancaire ainsi qu'à l'allègement de la dette extérieure.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2001

Dans notre rapport afférent à l'exercice 2000, les priorités retenues pour l'exercice 2001 étaient :

- le déploiement, sur l'ensemble du réseau d'agences, de notre nouveau système d'information et, grâce aux gains de productivité dégagés,
 - le redéploiement de nos effectifs en renforçant les équipes commerciales en agences,
 - la réouverture progressive de certains guichets mis en sommeil lors du " déflatage " des effectifs concomitant à la privatisation,
- la relance de notre vocation " tous publics " en
 - maintenant l'action engagée vis-à-vis de la grande clientèle et de la micro-finance,
 - mettant un accent nouveau sur la clientèle de particuliers,
 - et, pour ce faire, en créant de nouveaux produits de collecte et de crédit,
- la poursuite de l'important programme d'investissements engagé en 2000 dans les domaines suivants :
 - informatique, bureautique, monétique,
 - aménagements immobiliers et mobiliers,

- formation, tout particulièrement informatique.

Même si certains retards ont été constatés pour des raisons en dehors de notre contrôle - difficultés de mise en place de connexions spéciales avec les Agences de province, livraisons tardives de certains applicatifs -, ces objectifs ont été en majeure partie atteints en dépit des adaptations culturelles en procédurale entraînées par l'importante mue réalisée dans le domaine informatique.

La réalisation des ces objectifs se reflète sur les comptes de l'exercice.

Le total du bilan progresse en effet de 44,2% par rapport au 31/12/2000 pour s'établir à 1 596,6 milliards de Francs Malgache (FMG) à fin décembre 2001 et le résultat après impôts se chiffre à 7,0 milliards de FMG.

En un an, les dettes à l'égard de clientèle ont augmenté de 46,0%.

Cette avancée concerne tant les ressources à vue - 52,8% en un an - que les ressources à terme - 22,7% sur la même période -. Au 31 décembre 2001, les dépôts de la clientèle, d'un encours de 1 366,6 milliards de FMG, se répartissent à concurrence respectivement de 81,1% et de 18,9% entre dépôts à vue et ressources à terme. Il faut noter que, dans ces dépôts à vue, figurent les comptes d'épargne Tahiry - 34,9 milliards de FMG, soit 3,1% des ressources à vue-, nouveau produit lancé en 2001.

Le nombre des comptes de clientèle est passé de 60 773 comptes à fin 2000 à 66 277 à fin 2001, marquant ainsi une augmentation de +9,1%. 69,4% de ces comptes sont des comptes de chèques des particuliers.

Le lancement de comptes d'épargne Tahiry au début de l'année 2001 et le fort développement des dépôts à terme (DAT) au niveau des particuliers ont contribué au renforcement de notre pas de marché sur l'ensemble des ressources collectées par le système bancaire.

Les créances sur la clientèle connaissent dans leur ensemble une progression de + 10,9% sur l'année, s'élevant de 347,5 milliards de FMG en décembre 2000 à 385,2 milliards de FMG à fin décembre 2001.

Elles sont constituées principalement par :

- les portefeuilles d'effets commerciaux qui ont évolué de + 13,7% en un an passant de 31,5 milliards de FMG à 35,7 milliards de FMG ;
- les autres concours à la clientèle - crédits de campagne, avances et découverts, prêts et moyen et long terme - qui ont augmenté de 20,1% allant de 259,6 milliards de FMG à 311,9 milliards de FMG ;
- les comptes ordinaires débiteurs qui ont connu une baisse notable de - 33,4% pour se situer à 37,6 milliards de FMG à fin 2001.

Dans cet ensemble, les concours à court terme ont diminué en un an de 0,6% passant de 297,3 milliards de FMG à 295,5 milliards de FMG en décembre 2001. Ce léger recul résulte, d'une part, de la baisse des avances sur factures administratives et de l'escompte de papier de chaîne et, d'autre part, des replis des avances sur produits et des préfinancements de campagne qui proviennent notamment du retard dans le démarrage de la nouvelle campagne " vanille " 2001-2002.

Cette tendance a été toutefois compensée par les évolutions positives :

- des mobilisations de créances nées sur l'étranger - +150,3% - suite au développement des exportations ;
- des crédits agricoles à court terme - + 373,9% - du fait de l'amélioration de la maîtrise de la procédure accélérant la mise en place des crédits.

Grâce au succès des crédits aux particuliers, notamment les Prêts-Vaha-Olana (PVO), les prêts à moyen terme ont connu une poussée remarquable de 267,3% sur l'année étudiée et atteignent un encours de 35,6 milliards de FMG à fin 2001.

Les crédits à long terme ont accusé pour leur part une hausse de 28,3% passant de 32,3 milliards de FMG à fin décembre 2000 à 41,5 milliards de FMG à fin décembre 2001.

L'avancée atteint 78,0% pour les crédits d'équipement et 20,2% pour les crédits immobiliers, dont les encours se situent respectivement à fin décembre 2001 à 21,3 milliards de FMG et 9,8 milliards de FMG.

Les engagements en hors bilan qui sont constitués principalement par le engagements de financement - 34,5% - et les engagements sur titres -64,7%, s'élèvent à 602,2 milliard de FMG en 2001 contre 219,9 milliards de FMG en 2000, soit une progression de + 173,8%.

Les engagements de financement formés par les engagements par signature et les opérations en devises ont évolué en un an de +59,1% en passant de 130,4 milliards de FMG à 207,6 milliards de FMG.

Pour les engagements par signature, les encours de la Banque en faveur de la clientèle ont augmenté de 19,9% pour atteindre 122,3 milliards de FMG à la fin de l'exercice 2001.

Les acceptations à payer ont crû de 12,5% passant de 25,2 milliards de FMG à 28,3 milliards de FMG comparativement à l'exercice 2000 ; les ouvertures de crédits documentaires ont augmenté de 54,7% allant sur la même période de 43,0 milliards de FMG à 66,5 milliards de FMG tandis que les cautions, avals et garanties ont diminué de 18,8% passant de 33,8 milliards de FMG à 27,5 milliards de FMG.

Les engagements sur titres ont nettement augmenté de 361,5% en allant de 84,4 milliards de FMG à fin 2000 à 389,5 milliards de FMG à la fin de l'exercice de sous revue.

Par rapport de l'exercice écoulé, les valeurs immobilisées nettes ont diminué de 1,4% en étant ramenées de 49,1 milliards de FMG à fin 2000 à 48,4 milliards de FMG au 31 décembre 2001. Elles se répartissent entre valeurs incorporelles pour 5,7 milliards de FMG et immobilisations corporelles pour 42,8 milliards de FMG.

La variation des immobilisations corporelles nettes, - + 1,7% en un an-, résulte du volume important des nouvelles acquisitions qui a été atténué par le niveau élevé des amortissements. Il faut noter que les investissements réalisés au cours de l'exercice s'élèvent à plus de 16 milliards de FMG et concernent notamment l'acquisition de matériels informatiques, mais également de gros travaux d'aménagement tant au niveau du Siège que dans l'ensemble du réseau.

Les faits saillants du bilan au 31 décembre 2001 sont donc constitués par :

- l'évolution significative des dettes à l'égard de la clientèle qui, pour la première fois, dépassent le cap de 1.000 milliards de FMG ;
- le maintien d'une situation financière très liquide, les créances sur la clientèle ne représentant que 28,2% des dettes à l'égard de la clientèle. Le solde est essentiellement constitué par des créances sur le Trésor - BTA et BTS -, la Banque Centrale - réserves obligatoires -, et par des dépôts chez divers correspondants ;
- la variation à la baisse des immobilisations du fait du niveau élevé des amortissements malgré le volume important des nouveaux investissements.

Ces différentes données ont permis d'obtenir une évolution satisfaisante du compte de résultat.

Grâce à une nette avancée des intérêts sur créances interbancaires de + 64,4%, les intérêts et produits assimilés passent de 72,9 milliards de FMG en 2000 à 85,2% milliards de FMG à fin 2001, soit une variation de + 16,8%. Malgré une légère baisse de - 3,7% par rapport à fin 2000, les intérêts sur créances à la clientèle atteignent 49,1 milliards de FMG, soit 57,6% de l'ensemble des intérêts et produits assimilés.

Les commissions ont enregistré une augmentation notable de + 31,7% passant de 3,4 milliards de FMG à 4,6 milliards de FMG en un an.

Du fait de la chute de - 40,8% des produits sur opérations de change qui se chiffrent à 14,5 milliards de FMG à fin 2001, les produits sur opérations financières ont connu une baisse de - 31,8% allant de 26,3 milliards de FMG en 2000 à 18,0 milliards de FMG à fin 2001.

Les produits divers d'exploitation bancaire ont augmenté de 6,3% pour se situer à 18,1 milliards de FMG à fin 2001.

Quant aux produits généraux d'exploitation, ils enregistrent une progression de + 89% pour s'établir à 3,7 milliards de FMG à la fin de l'exercice sous revue.

Les produits sur opération exceptionnelle, d'un montant de 8,1 milliards de FMG, correspondent à l'écriture compensatrice - découlant de créances de même montant de même montant sur l'Etat - des provisions liées à deux créances douteuses conservées

lors de la privatisation de la BTM et assorties des garanties des l'Etat (CF quatrième résolution). Les autres produits exceptionnels ont enregistré une augmentation de 239,8% en passant de 1,7 milliard de FMG en 2000 à 5,9 milliards de FMG en 2001.

Les charges de la banque sont constituées essentiellement par :

- les intérêts et charges assimilées qui ont augmenté de + 28,1% pour se situer à 26,6 milliards de FMG à fin 2001.

Ceux-ci comprennent :

- les intérêts sur dettes interbancaires pour 0,28 milliard de FMG,
- les intérêts sur dette à l'égard de la clientèle pour 25,5 milliards de FMG,
- les autres intérêts et charges assimilées pour 0,8 milliard de FMG ;
- les charges sur opérations financières dont principalement les charges sur opérations de change - 5,3 milliards de FMG -, qui ont diminué de - 56,6% pour s'établir à 5,4 milliards de FMG à la fin de l'exercice 2001 ;
- les frais généraux d'exploitation qui ont connu une progression de + 15,2% pour se chiffrer à 69,9 milliards de FMG à fin 2001. D'une manière générale, les réalisations de l'année 2001 pour cette rubrique ont été impactées par des dépenses liées à la mise en place du nouveau système informatique.

En résumé, le compte de résultat fait ressortir les tendances suivantes :

- un Produit Net Bancaire (PNB) de 96,1 milliards de FMG, en hausse de 10,0% par rapport à celui de l'année 2000 et réparti à concurrence respectivement de 63,8% et 36,2% entre intérêts nets et commissions;
- un coefficient d'exploitation particulièrement élevé -88,5% - du fait de l'effet conjugué :

- des frais de structure importants inhérents à la taille et à la dispersion géographique du réseau d'agences,

- des charges non récurrentes liées à la restructuration organisationnelle et

informatique,

- d'amortissements élevés afférents aux frais d'établissement, aux immobilisations anciennes et aux nouveaux investissements,

- d'un Produit Net Bancaire n'ayant pas encore atteint un étiage satisfaisant dans le cadre d'une politique prudente et développement des engagements sur la clientèle.

- un résultat brut d'exploitation effectif de 6,6 milliards de FMG, en baisse de 55,3% par rapport à l'exercice 2000.
- un résultat avant impôt de 8,5 milliards de FMG et après impôt de 7,0 milliards de FMG, en recul de - 30% par rapport à 2000. Ce net repli est la conséquence directe de deux facteurs négatifs simultanés :

- la vive croissance des frais généraux, dont une partie notable est liée à la mutation informatique intervenue en avril 2001 et présente donc un caractère non renouvelable ;

- la progression continue des amortissements provenant à la fois des immobilisations incluses dans le rachat de la Banque et des investissements considérables réalisés depuis fin 1999 ;

Les mutations et investissements ayant généré ces charges étaient toutefois indispensables et le fort développement des activités enregistré en 2001 constitue le premier témoignage encourageant du bien fondé de cette stratégie.

Au résultat net de l'exercice, soit 7 010 432 033 FMG, vient s'ajouter le report à nouveau du précédent exercice, 1 676 530 527 FMG.

Il vous est proposé d'affecter le total de ces deux sommes, soit 8 686 962 560 FMG

	(en FMG)
- à la réserve légale à hauteur de	1 051 564 805
- aux dividendes à hauteur de	4 000 000 000

- aux réserves facultatives à hauteur de	1 500 000 000
- au nouveau report à nouveau, le solde, soit	2 135 397 755

Le dividende ci-dessus représente 10% du capital social.

Nous tenons à remercier l'ensemble du personnel pour le travail accompli durant l'exercice 2001 et l'encourageons à préserver pour l'année 2002 qui s'annonce plus difficile.

Pour la BOA-MADAGASCAR, l'année 2002 sera en fait, une année de continuité des actions entreprises en 2001 et définies dans le Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003 et dont les principaux objectifs retenus pour la période considérée sont :

- de renforcer les parts de marché de la Banque -ressources et emplois - ;
- de mieux sécuriser ses emplois et ses procédures opérationnelles ;
- de renforcer son image ;
- de diversifier la base de clientèle de la Banque, en direction notamment des petites et moyennes entreprises (PME) ;
- de jeter les bases d'une substantielle amélioration du coefficient d'exploitation et, plus généralement, de la rentabilité de la BOA-MADAGASCAR.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2001.

- Rapport général des commissaires aux comptes
- Rapport spécial des commissaires aux comptes

Rapport général des commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons audité les états financiers de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001. Ces états financiers, dont le bilan présente un total de FMG 1 596 561 131 080 avec un résultat net positif de FMG 7 010 432 033, relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, pas sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administrations, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA MADAGASCAR) au 31 décembre 2001 ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à la même date conformément aux principes comptables appliqués à Madagascar.

Antananarivo, le 10 juillet 2002

Les Commissaires aux comptes

Cabinet d'Audit Fivoarana

Membre de Mazars

Alain RAHOBISOA,

Associé

CABRAM SARL,

Membre de PricewaterhouseCoopers

Liliane RASERIJANON,

Associée

Rapport spécial des commissaires aux comptes

En application des dispositions de l'article 40 de loi du 24 juillet 1867, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi dont nous avons été avisés.

Conventions conclues au cours de l'exercice et préalablement autorisées

1. Le Conseil d'Administration du 10 avril 2000 a approuvé la mise en place en faveur de la BOA-MADAGASCAR de trois prêts subordonnés d'une durée minimum de cinq ans et d'un montant global en devises d'environ FMG 12 milliards, se ventilant entre trois prêteurs :

	(EUR)
Nederlandse Financierings - Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO):	300 000
Société Financière Internationale (SFI):	567 340
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH):	960 000

Ces prêts seront éventuellement convertibles en actions de la Banque.

Le taux d'intérêts de ces emprunts est de 10%.

Au 31 décembre 2001, le solde des emprunts subordonnés a été converti en franc malgache au cours de clôture et s'élève à FMG 10 702 730 380.

2. Le Nederlandse Financierings - Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) est administrateur de BOA-MADAGASCAR.

Le Conseil d'Administration du 13 septembre 2001 a autorisé BOA-MADAGASCAR à signer avec la Nederlandse Financierings - Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) une convention de prêt destiné à couvrir les coûts de l'assistance technique fournie par AFH-Services.

Les dispositions de cette convention d'emprunt sont les suivantes :

- Montant : EUR 275 000
- Objet : couvrir les coûts d'assistance technique de AFH-Services du 16 mars 2001 au 16 mars 2002
- Déblocage : la moitié en 2001 et le reliquat en 2002

Par correspondance en date du 10 janvier 2002, la Nederlandse Financierings - Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) a décidé de transformer la totalité de sa créance en subvention.

Au cours de l'exercice sous-revue, BOA-MADAGASCAR a comptabilisé en produits exceptionnels une subvention pour EUR 137 500, soit FMG 920 776 951.

3. BOA-MADAGASCAR et l'AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) ont des administrateurs communs.

BOA-MADAGASCAR et la société EQUIPBAIL MADAGASCAR ont des administrateurs communs.

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 2001 a autorisée BOA-MADAGASCAR :

- à effectuer auprès AFH l'acquisition de la licence du progiciel IGOR ;
- à signer un contrat de crédit-bail avec la société EQUIPBAIL MADAGASCAR pour matérialiser cette acquisition.

Les dispositions de ce contrat sont les suivantes :

- valeur de progiciel : FMG 1 558 671 909
- durée de location : 72 mois (du 21 décembre 2001 au 21 décembre 2007 inclus)
- valeur de cession en fin de location : 1% soit FMG 15 586 719
- loyer mensuel hors taxe : FMG31 609 500

Convention conclue au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

BOA-MADAGASCAR et la société AFH-Services ont des administrateurs communs.

Le Conseil d'Administration du 24 novembre 1999 a autorisé BOA-MADAGASCAR à conclure avec la société AFH-Services un contrat d'assistance technique lequel a été signé le 26 janvier 2000 avec effet rétroactif à compter du 25 novembre 1999.

L'assistance technique comporte les prestations suivantes :

- Assistance en matière de relations internationales
- Inspection générale
- Assistance en matière d'organisation informatique
- Assistance commerciale et promotionnelle
- Assistance technique spéciale
- Formation et gestion de personnel
- Direction Générale de BOA-MADAGASCAR
- Mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Les rémunérations des prestations fournies sont définies comme suit :

- une rémunération forfaitaire mensuelle basée notamment sur le nombre d'experts détachés d'une façon permanente par AFH-Services auprès de BOA-MADAGASCAR ;
- des honoraires, par homme jour, calculés en fonction des interventions ponctuelles d'experts détachés temporairement par AFH-Services.

Par ailleurs, BOA-MADAGASCAR versera en sus une rémunération professionnelle de 4% de son bénéfice avant impôt augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de FRF 800 000,00 hors taxe.

Au cours de l'exercice 2001, les rémunérations enregistrées par BOA-MADAGASCAR à AFH-Services aux différents titres de l'assistance technique se sont élevées à FRF 3 822 553,00 hors taxes. Les règlements correspondant se sont élevées à FMG 4 474 315 137.

Antananarivo, le 10 juillet 2002

Les Commissaires aux comptes

Cabinet d'Audit Fivoarana,
Membre de Mazars

Alain RAHOBISOA,
Associé

CABRAM SARL,
Membre de PricewaterhouseCoopers

Liliane RASERIJAONA,
Associée

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en FMG).

Actif

Actif	Exercice 2000	Exercice 2001
Caisse	61 518 286 260	37 734 548 060
Créances interbancaires	487 013 774 888	846 055 137 973
• A vue	280 935 477 677	376 800 929 241
· Banque centrale	157 737 065 006	262 177 477 905
· Trésor public, CCP	3 767 620 876	8 404 648 503
· Autres établissements de crédit	119 430 791 795	106 218 802 833
• A terme	206 078 297 211	469 254 208 732
Créances sur la clientèle	347 517 161 422	385 230 974 953
• Portefeuille d'effets commerciaux	31 456 505 447	35 751 185 656
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	31 456 505 447	35 751 185 656
• Autres concours à la clientèle	259 609 254 659	311 868 495 872
· Crédits de campagne	156 964 105 546	137 978 103 992
· Crédits ordinaires	102 645 149 113	173 890 391 880
• Comptes ordinaires débiteurs	56 451 401 316	37 611 293 425
• Affacturage		
Crédit-bail et opérations assimilées		
Titres de placement		
Immobilisations financières		
Immobilisations incorporelles	7 124 087 708	5 661 352 260
Immobilisations corporelles	42 006 762 227	42 777 743 091
Actionnaires et associés		
Autres actifs	61 847 620 181	144 290 674 343
Comptes d'ordre et divers	100 106 343 722	134 810 700 400
Total de l'actif	1 107 134 336 408	1 596 561 131 080

Hors Bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements donnés	214 833 386 182	597 052 299 997

Passif

Passif	Exercice 2000	Exercice 2001
Dettes interbancaires	11 240 596 398	38 087 916 528
• A vue	5 352 352 912	27 402 626 230
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	5 352 352 912	27 402 626 230
• A terme	5 888 243 486	10 685 290 298
Dettes à l'égard de la clientèle	935 737 990 647	1 366 566 390 621
• Comptes d'épargne à vue	673 758 020 166	996 995 119 203
• Comptes d'épargne à terme	109 170 901 442	157 203 410 978
• Bons de caisse	101 678 326 195	101 408 973 715
• Autres dettes à vue	51 130 742 844	110 958 886 725
• Autres dettes à terme		

Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	35 012 884 808	41 952 347 119
Comptes d'ordre et divers	62 012 033 726	81 892 227 210
Provisions pour risques et charges	1 874 704 326	1 882 580 686
Emprunt subordonnés	7 669 620 000	10 702 730 380
Subventions d'investissements	320 000 000	
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital ou dotation	40 000 000 000	40 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	494 255 200	6 789 975 976
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau	2 800 779 466	1 676 530 527
Résultat de l'exercice	9 971 471 837	7 010 432 033
Total du passif	1 107 134 336 408	1 596 561 131 080

Hors bilan	Exercice 2000	Exercice 2001
Engagements reçus	5 146 400 000	5 146 400 000

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en FMG)

Charges

Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et charges assimilées	20 773 397 037	26 608 634 446
• Sur dettes interbancaires	206 252 392	282 410 989
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	20 556 140 416	25 492 961 681
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	11 004 229	833 261 776
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	594 763 328	897 748 908
Charges sur opérations financières	12 357 151 466	5 365 635 986
• Charges sur titres de placement	263 510 478	
• Charges sur opérations de change	12 093 640 988	5 364 994 202
• Charges sur opérations hors bilan		641 784
Charges diverses d'exploitation bancaire	619 047 494	277 554 959
Frais généraux d'exploitation	60 637 373 542	69 869 066 604
• Frais de personnel	28 424 521 416	31 338 824 451
• Autres frais généraux	32 212 852 126	38 530 242 153
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	10 491 275 427	15 157 711 037
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	2 513 100 790	4 893 281 450
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Dotations pour opération exceptionnelle		8 107 386 763
Charges exceptionnelles	4 219 038 046	3 947 173 802
Pertes sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	2 289 273 875	1 531 202 925
Bénéfice	9 971 471 837	7 010 432 033
Total des charges	124 465 892 842	143 665 828 913

Produits

Produits	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	72 932 956 248	85 194 712 562
• Sur créances interbancaires	21 966 467 562	36 107 962 966
• Sur créances sur la clientèle	50 966 488 686	49 086 749 596
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	3 478 118 463	4 581 834 321
Produits sur opérations financières	26 316 076 571	17 956 940 672
• Produits sur titres de placement	659 215 772	2 699 080 865
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	24 598 463 073	14 554 545 113
• Produits sur opérations de hors bilan	1 058 397 726	703 314 694

Produits divers d'exploitation bancaire	17 059 046 469	18 137 246 375
Produits généraux d'exploitation	1 981 711 131	3 744 832 157
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	960 837 842	40 340 999
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits sur opération exceptionnelle		8 107 386 763
Produits exceptionnels	1 737 146 118	5 902 535 064
Produits sur exercices antérieurs		
Perte		
Total des produits	124 465 892 842	143 665 828 913

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2000	Exercice 2001
Intérêts et produits assimilés	72 932 956 248	85 194 712 562
• Sur créances interbancaires	21 966 467 562	36 107 962 966
• Sur créances sur la clientèle	50 966 488 686	49 086 749 596
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-20 773 397 037	-26 608 634 446
• Sur dettes interbancaires	-206 252 392	-282 410 989
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-20 556 140 416	-25 492 961 681
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	-11 004 229	-833 261 776
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	52 159 559 211	58 586 078 116
Produits de commissions	3 478 118 463	4 581 834 321
Charges de commissions	-594 763 328	-897 748 908
Résultat net des commissions	2 883 355 135	3 684 085 413
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	395 705 294	2 699 080 865
• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	12 504 822 085	9 189 550 911
• Opérations de hors bilan	1 058 397 726	702 672 910
Résultat net sur opérations financières	13 968 925 105	12 591 304 686
Autres produits d'exploitation bancaire	17 059 046 469	18 137 246 375
Autres charges d'exploitation bancaire	-619 047 494	-277 554 959
Autres produits d'exploitation non bancaire	1 981 711 131	3 744 832 157
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-60 637 373 542	-69 869 066 604
• Frais de personnel	-28 424 521 416	-31 338 824 451
• Autres frais généraux	-32 212 852 126	-38 530 242 153
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-12 043 538 375	-20 010 651 488
Résultat brut d'exploitation	14 742 637 640	6 586 273 696

Résultat net des corrections de valeur		
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	14 742 637 640	6 586 273 696
Résultat exceptionnel	- 2 481 891 928	1 955 361 262
Résultat sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	-2 289 273 875	-1 531 202 925
Résultat net de l'exercice	9 971 471 837	7 010 432 033

Résolutions

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2001 les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2001 se solde par un bénéfice de 7 010 432 033 FMG après une dotation aux amortissements de 15 157 711 03 FMG, une dotation aux comptes de provision de 4 893 281 450 FMG, une dotation aux provisions pour opération exceptionnelle de 8 107 386 763 FMG et une provision de 1 531 202 925 FMG au titre de l'impôt sur les bénéfices.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux aux cours de l'exercice 2001.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice 2001 et du report à nouveau de l'exercice antérieur :

	(en FMG)
Résultat de l'exercice	7 010 432 033
Réserve légale	1 051 564 805
Réport à nouveau antérieur	1 676 530 527
Dividendes (10 % du capital)	4 000 000 000
Réserves facultatives	1 500 000 000
Nouveau report à nouveau	2 135 397 755

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide la distribution de dividendes aux actionnaires. Le dividende brut revenant à l'action s'élève pour l'exercice 2001 à 10 000 FMG, l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) étant à la charge des bénéficiaires. Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 2 septembre 2002 par estampillage du coupon N° 2 du certificat d'actions remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré :

- approuve la dotation aux provisions sur les dossiers MOHAMED HASSAN de 4 957 169 657 FMG et SAVITA DE 3 150 217 016 FMG, soit de 8 107 386 673 FMG ;
- constate l'existence de la garantie de l'Etat, couvrant notamment ces créances en cas de défaillance du débiteur principal conformément à l'avenant N° 2 au protocole d'accord en date du 02 avril 1999 entre la République de Madagascar, Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra et AFH/BOA, art 10-2-2 bis (III).

Cinquième résolution

Le mandat des deux Commissaires aux Comptes venant à expiration à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide, après en avoir délibéré et conformément à l'article 20 des statuts de la BOA-MADAGASCAR, de renouveler le mandat des deux Commissaires aux Comptes pour une durée de trois ans.

Ce nouveau mandat viendra donc à expiration en 2005 à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2004.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publicité légale.

Annexes

Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) sont établis selon les principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux instructions de la Banque Centrale de Madagascar et de la Commission du supervision bancaire et financière.

Crédits à la clientèle

Tous les encours sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, les agios pour les créances saines étant débités en comptes ordinaires et rapportés au crédit des comptes de produits.

Conformément à la méthodologie d'évaluation des risques développée en liaison avec la Banque Centrale de Madagascar, les créances de la banque sont classées en créances saines et en créances douteuses.

Les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat destiné à couvrir la perte potentielle qui en résultera.

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés nets d'impôts au compte de résultat dans la rubrique " Revenus des titres de participations-dividendes ou Revenus des titres de participation-jetons de présence ". Les moins-values latentes font l'objet de provisions, tandis que les plus values ne sont pas comptabilisées.

Immobilisations

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire.

Engagements liés à la retraite

La BOA-MADAGASCAR verse des indemnités de départ en retraite, des primes de fin de carrière, en fonction de l'ancienneté des salariés. Des provisions sont ainsi constatées pour faire face à ces versements.

Solde et opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant les cours en vigueur à la date des transactions et les soldes des comptes en devises sont réévalués sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période.

Observations sur le bilan

Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	280 935	5 352	376 801	27 403
De 1 mois à 3 mois	81 303		375 673	
De 3 mois à 6 mois	15 597		11 698	
De 6 mois à 2 ans	77 985		58 489	
De 2 ans à 5 ans	31 194		23 395	
Plus de 5 ans		5 888		10 685
Total	487 014	11 241	846 055	38 088

Opérations avec la clientèle

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	65 783	724 889	96 287	1 104 198
De 1 mois à 3 mois	13 864	32 734	143 767	178 555
De 3 mois à 6 mois	156 964	109 505	16 451	27 628
De 6 mois à 2 ans	63 750	66 324	44 084	42 210
De 2 ans à 5 ans	9 768	639	35 893	13 860
Plus de 5 ans	32 343	1 647	41 506	116
Créances en souffrance	5 045		7 243	
Total	347 517	935 738	385 231	1 366 566

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2000*		Au 31/12/2001*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	56 717	425 624	88 246	597 044

Entreprises privées	284 245	407 414	269 646	461 121
Sociétés d'état et établissements publics	6 556	84 641	27 339	308 401
Etat et organismes assimilés		18 058		
Total	347 517	935 738	385 231	1 366 566

* En millions de FMG

Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2000*	Au 31/12/2001*
Créances douteuses	6 379	21 372
Provisions pour dépréciation	-1 334	-14 129
Créances douteuses nettes	5 045	7 243

Immobilisations financières

Immobilisation incorporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	8 545	3		8 548
Amortissements cumulés	-1 421	-1 466		-2 887
Total net	7 124	-1 463		5 661

Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2000*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2001*
Immobilisations brutes	51 165	13 152		64 317
• Immobilisations en cours	7 604	-5 394		2 209
• Immobilisations d'exploitation	43 561	18 546		62 107
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements cumulés	-9 159	-12 380		-21 539
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-9 159	-12 380		-21 539
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	42 006	772		42 778

* En millions de FMG

Autres Actifs/Passifs

Autres actifs

Nature	2000*	2001*
Débiteurs divers	66	9 537
Valeurs non imputées	8 393	1 837
Valeurs à l'encaissement	45 287	113 884
Valeurs à rejeter en compensation	2 375	3 110
Dépôts et cautionnements	113	128
Stocks et emplois divers	4 964	2 172
Créances rattachées	649	13 623
Total	61 848	144 291

Autres passifs

Nature	2000*	2001*
Dettes fiscales	7 366	5 091
Dettes sociales	259	1 053
Créditeurs divers	10 612	17 149
Dettes rattachées	16 776	18 659
Total	35 013	41 952

Comptes d'ordre et divers

Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2000*	2001*
Charges comptabilisées d'avance	95 464	91 930
Produits à recevoir	14	625
Divers	4 629	42 255
Total	100 107	134 811

Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2000*	2001*
Charges à payer	4 051	3 679
Produits percus d'avance	2 388	2 512
Divers	55 574	75 701
Total	62 012	81 892

Provisions pour risques et charges

Nature	Dotations	Reprises*	Au 31/12/2001*
Charges de retraite			
Engagements par signature			
Pertes et charges	1 883		1 883
Total	1 883		1 883

* En millions de FMG

Capitaux propres

Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2000*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2001*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital				
Réserve légale	494	1 496		1 990
Réserves réglementées				
Autres réserves		4 800		4 800
Capital social	40 000			40 000
Report à nouveau	2 801		-1 124	1 677
Résultat 2000	9 971	-9 971		
Résultat 2001				
Total	53 267	-3 675	-1 124	55 477

Le fonds pour risques bancaires généraux

Informations sur le capital

Les capital de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR de 40 000 000 000 FMG, soit 400 000 actions de 100 000 FMG chacune, se répartit comme suit :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING - OCEAN INDIEN	35,1%
Actionnaires privés nationaux	25,8%
Institutions internationales	24,0%
Etat Malgache	15,0%
Autres	0,1%

Engagements hors bilan

Nature	2000*	2001*	Variation*
Engagements donnés	214	597	
	834	052	
• Engagements de financement	130	207	77 113
	445	557	
• Engagements de garantie			
• Engagements sur titres	84 389	389	305 106
		495	
Engagements reçus	5 146	5 146	
• Engagements de financement			
• Engagements de garantie	5 146	5 146	
• Engagements sur titres			

Observations sur le compte de résultat

Intérêts et produits assimilés

Nature	2000*	2001*
Sur créances interbancaires	21 966	36 108
• A vue	21 966	36 108

• A terme		
Sur créances de la clientèle	50 966	49 087
• Créances commerciales	7 230	4 280
• Autres crédits à court terme	30 219	23 909
• Comptes ordinaires débiteurs	10 171	14 435
• Crédits à moyen terme	1 325	3 367
• Crédits à long terme	2 021	3 097
Total	72 933	85 195

Intérêts et charges assimilées

Nature	2000*	2001*
Sur dettes interbancaires	206	282
• A vue	206	282
• A terme		
Sur dettes à l'égard de la clientèle	20 567	26 326
• A vue	5 010	6 216
• A terme	15 557	20 110
Total	20 773	26 609

* En millions de FMG

Commissions

Nature	2000*	2001*
Commissions perçues (produits)	3 478	4 582
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	17	4
• Sur opérations avec la clientèle	3 462	4 578
Commissions versées (charges)	595	898
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	595	898
• Sur opérations avec la clientèle		

Frais généraux d'exploitation

Frais de personnel

Nature	2000*	2001*
Salaires et traitements	13 948	21 221
Charges sociales	14 477	10 118
Total	28 425	31 339

Autres frais généraux

Nature	2000*	2001*
Impôts, taxes et versements assimilés	1 785	942
Redevance de crédit bail		4 591
Loyers	1 300	1 435
Carburants, Entretien et réparations	1 438	3 618
Primes d'assurances	1 181	2 198
Intermédiaires et honoraires	4 415	6 548
Publicité, publications et relations publiques	541	475
Déplacements, missions et réceptions	4 412	4 677

Frais postaux et frais de télécommunications	4 634	6 855
Achats non stockés de matières et fournitures	4 562	5 383
Jetons de présence		28
Moins-values de cession		
Autres frais généraux	7 946	1 779
Total	32 213	38 530

Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2000*	2001*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	10 491	15 158
• Des immobilisations hors exploitation		
Reprises		
Total	10 491	15 158

Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2000*	2001*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	2 149	4 727
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	364	166
Pertes sur créances irrécouvrables		
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-961	-40
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récupérations sur créances amorties		
Total	1 552	4 853

* En millions de FMG

Autres informations

Effectifs moyens

Catégories	2000	2001
Cadres expatriés	6	5
Cadres locaux	223	216
Gradés	255	252
Employés	338	320
Personnel non bancaire	114	107
Total	936	900

Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2000*	2001*
Actif		
Opérations de trésorerie	125 862	110 453

• Billets et monnaies	6 438	4 463
• Correspondants bancaires	119 424	105 990
Valeurs à l'encaissement et divers	27 065	18 834
Passif		
Opérations de trésorerie	25 487	8 592
• Correspondants bancaires	1 893	
• Refinancements	8 592	8 592
• Autres sommes dues	15 003	
Opérations avec la clientèle	110 167	101 378
• Comptes ordinaires	110 167	101 378

Affectation des résultats de l'exercice 2001

Nature	2000*	2001*
Résultat net de l'exercice	9 971	7 010
Réserve légale (15%)	1 496	1 052
Dividendes	4 800	4 000
Réserves facultatives	4 800	1 500
Report à nouveau	1 677	2 135

Résultat des trois derniers exercices

Nature	1999***	2000	2001
Capital en fin d'exercice			
• Capital social*	40 000	40 000	40 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	400 000	400 000	400 000
Opérations et résultats de l'exercice*			
• Chiffre d'affaires	21 110	122 729	129 656
• Bénéfice avant impôts, amortiss. et provisions	5 362	24 304	28 552
• Impôts sur les bénéfiques	733	2 289	1 531
• Bénéfice après impôts, amortiss. et provisions	3 295	9 971	7 010
Résultat par actions (en FMG)			
• Après impôts, avant amortiss. et provisions	11 573	55 038	67 553
• Après impôts, amortissements et provisions	8 238	24 928	17 526
Personnel			
• Effectif moyen des salariés pendant l'exercice**	1 424	1 104	1 005
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	2 244	13 948	14 828
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	2 374	14 477	16 498

* En millions de FMG

** Permanents et temporaires

*** Exercice d'une durée de deux mois

